Le Conseil,

Vu le rapport du 12 avril 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous sou mets un dossier relatif à la construction d'un collecteur unitaire à Vaulx en Velin sous le chemin de Balmont, entre le rond-point d'Orcha et la rue Lavoisier.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'opération collecteur nord de Vaulx en Velin dont les objectifs identifiés sont les suivants :

- réduire la fréquence d'inondation des quartiers urbanisés de Vaulx en Velin et Villeurbanne (quartier Saint-Jean),
- délester le collecteur T 180 de l'avenue du 8 mai 1945,
- supprimer les rejets d'eau unitaire en nappe par temps de pluie,
- remettre à niveau la station de relèvement de Croix-Luizet,
- permettre le raccordement des zones d'urbanisation future de Vaulx en Velin.

La réalisation de ces objectifs généraux nécessite les travaux suivants :

- la construction d'un ouvrage de rejet par temps d'orage dans le canal de Jonage à Villeurbanne, en aval du pont de Croix Luizet. Le dossier a été approuvé par le conseil de Communauté le 25 janvier 2000. Il est en cours de consultation,
- la reconstruction de la station de relèvement de Croix-Luizet. Ces travaux feront l'objet d'un dossier de consultation qui sera présenté au conseil de Communauté le 8 juin 2000,
- la construction d'un collecteur de 4 100 mètres, de sections diverses (diamètres 1 500 à 3 200 mm).

Cette opération est soumise à une autorisation préfectorale pour le rejet des eaux pluviales dans le canal de Jonage, en cours d'instruction.

La réalisation du collecteur est prévue dans un planning de cinq ans et est découpée en tranches. Les tranches correspondent à :

- des ouvrages de sections différentes,
- des techniques de réalisation variées (ciel ouvert ou galerie),
- des contraintes environnementales spécifiques : nécessité d'obtenir des autorisations de passage préalables (sous l'autoroute et sous les jardins ouvriers), fermeture de bretelles autoroutières (autorisation préfectorale nécessaire),
- des opportunités de création de voirie (pour les tranches en amont).

Aujourd'hui, les contraintes pesant sur les trois premières tranches du collecteur ne sont pas toutes levées et l'étude n'est pas finalisée.

Seule la 4° tranche peut être réalisée en avance sans contrainte administrative ou fonctionnelle.

Le montant global de l'opération s'élève à 25 500 000 F HT :

- montant total HT	25 500 000 F
- TVA 19,60 %	4 900 000 F
- montant total TTC	<hr/> 29 900 000 F

Cette opération comprendrait :

- la réalisation d'un collecteur de 1 100 mètres de diamètre 2 800 mm avec cunette et 20 mètres de collecteur cadre 2,50 x3,50,
- 19 cheminées de visite et d'aération,
- deux dessableurs de 6 à 8 mètres cubes,
- un ouvrage de liaison avec le collecteur T 180 de la rue du 8 mai 45.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 3 avril 2000 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 279 et 295 à 298 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant qu'il convient de lire page 2 :

- montant total HT	25 500 000 F
- TVA 19,60 %	4 998 000 F
	<hr/>
- montant total TTC	30 498 000 F

au lieu de :

- montant total HT	25 500 000 F
- TVA 19,60 %	4 900 000 F
	<hr/>
- montant total TTC	29 900 000 F

DELIBERE

1° - Accepte :

- a) - les modifications proposées par monsieur le rapporteur,
- b) - le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide :

- a) - de confier ces travaux à une entreprise spécialisée, désignée à la suite d'un appel d'offres ouvert sur offres de prix, conformément aux dispositions des articles 279 et 295 à 298 du code des marchés publics,
- b) - que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à :

- a) - accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous les actes afférents au marché,
- b) - solliciter l'aide de l'Agence de l'eau et à signer la convention à intervenir.

4° - La dépense de 25 500 000 F HT sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine - budget annexe de l'assainissement - exercice 2000 - et prévus au titre des autorisations de programme de l'exercice 2001 - compte 238 510 - fonction 2 222 - opération 0135 001 C01.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,